

Art. 4. L'indemnité complémentaire est payée par le « Fonds social et de garantie pour les hôtels, restaurants, cafés et entreprises assimilées » selon les modalités fixées par le conseil d'administration aux travailleurs qui répondent aux conditions prévues par l'arrêté royal du 18 novembre 1990.

Art. 5. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 22 mai 1990, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière octroyant la pré pension conventionnelle rendue obligatoire par l'arrêté royal du 7 mars 1991 (*Moniteur belge* du 17 mai 1991).

Art. 6. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} avril 1991 et cesse d'être en vigueur le 31 mars 1993.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois adressé, par lettre recommandée à la poste, au président de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et aux organisations y représentées.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 4. Aan de werknemers die voldoen aan de voorwaarden die bepaald werden in het koninklijk besluit van 16 november 1990 wordt de aanvullende vergoeding betaald door het « Waarborg- en Sociaal Fonds voor de hotel-, restaurant-, café- en aanverwante bedrijven » volgens de modaliteiten bepaald door de raad van bestuur.

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 1990, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, tot toekenning van het conventioneel brugpensioen, algemene verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 maart 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1991).

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1991 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1993.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen met een opzeggingstermijn van drie maanden, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf en aan de daarin vertegenwoordigde organisaties.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 3014

14 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal concernant le droit aux allocations de chômage des chômeurs de 50 ans et plus qui se rendent à l'étranger pour certaines activités

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale de travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, la loi du 25 décembre 1979, l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, la loi du 22 janvier 1985 et la loi du 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment le Titre III, chapitre I;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi en date des 4 juillet, 18 juillet et 25 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les chômeurs âgés et les pré pensionnés ont acquis durant leur vie professionnelle énormément de connaissance et d'expérience et que pour des projets de coopération au développement ainsi que pour des projets d'accords bilatéraux cette connaissance et expérience doivent être à la disposition, il y a lieu d'en fixer d'urgence les modalités et les conditions;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le Titre III, chapitre I, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, il est inséré une section II *septies*, comprenant l'article 155*septies*, et rédigé comme suit :

« Section II*septies*. Droit aux allocations de chômage des chômeurs de 50 ans et plus qui se rendent à l'étranger pour certaines activités

Article 155*septies*. § 1er. Le Ministre peut, après avis du Comité de gestion, accorder un dispense de l'application des articles 131, 132, 133, 134, alinéa 2, 3^e, 143 et 153 au chômeur complet dans un régime d'allocations complètes pour tous les jours de la semaine pour

N. 91 — 3014

14 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit houdende recht op werkloosheidssuitkeringen van de werklozen van 50 jaar of meer die zich voor bepaalde activiteiten naar het buitenland begeven

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, de wet van 24 december 1979, het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, de wet van 22 januari 1985 en de wet van 30 december 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op Titel III, hoofdstuk I;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening d.d. 4 juli, 18 juli en 25 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de oudere werklozen en de brugpensioneuren tijdens hun beroepsleven heel wat kennis en ervaring hebben verworven, en dat voor de projecten van ontwikkelingssamenwerking of projecten in het kader van bilaterale overeenkomsten deze kennis en ervaring beschikbaar moet zijn, dienen daartoe onverwijld de voorwaarden en modaliteiten bepaald te worden die moeten vervuld worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In Titel III, hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, wordt een afdeling II*septies* ingevoegd, omvattende artikel 155*septies* en luidend als volgt :

« Afdeling II*septies*. Recht op werkloosheidssuitkeringen van de werklozen van 50 jaar of meer die zich voor bepaalde activiteiten naar het buitenland begeven

Artikel 155*septies*. § 1. De Minister kan, na advies van het beheerscomité, de volledig werkloze in een regime van volledige uitkeringen voor alle dagen van de week vrijstelling verlenen van toepassing van de artikelen 131, 132, 133, 134, tweede lid, 3^e, 143 en 153

autant que ce chômeur ait au moins 50 ans et qui il se rende à l'étranger dans le but de mettre bénévolement son expérience professionnelle au service d'un pays étranger, à conditions que :

1^o l'activité soit effectuée :

— soit dans le cadre d'une convention bilatérale acceptée par le Ministre;

— soit dans le cadre d'un projet en matière de coopération au développement agréé par une organisation non gouvernementale de coopération au développement;

2^o le chômeur introduise préalablement une demande de dispense auprès du bureau régional au moyen du document visé au § 5.

L'octroi de la dispense n'empêche pas que les articles mentionnés dans le premier alinéa puissent être appliqués, pour autant que cette application se fonde sur des faits qui se sont produits avant laquelle la dispense prend cours.

§ 2. La dispense est octroyée pour la durée demandée par le chômeur, sans pouvoir dépasser 12 mois. Si le chômeur souhaite obtenir une prolongation de la dispense, il doit introduire une nouvelle demande auprès du bureau régional moyennant le document visé au § 5, avant l'échéance de la période de dispense octroyée.

§ 3. Au cours de la période pour laquelle la dispense a été accordée, le chômeur peut séjourner à l'étranger tout en conservant ses allocations de chômage, à condition :

1^o qu'il reste domicilié en Belgique;

2^o qu'il exerce réellement l'activité visée au § 1er. Le chômeur ainsi que l'organisme ou l'organisation, qui a signé le document, dont question au § 5, doivent immédiatement avertir l'inspecteur par lettre recommandée si l'activité n'est plus exercée;

3^o qu'il n'exerce aucune activité que celle, visée au § 1er, pour laquelle il pourrait avoir droit à une quelconque rémunération ou à un quelconque avantage matériel.

Lorsque le chômeur a effectué une autre activité ou a perçu une rémunération il doit, à la fin de chaque mois pour lequel il a obtenu une dispense communiquer par écrit à l'organisme de paiement les jours de ce mois pour lesquels il ne demande pas d'allocations de chômage.

§ 4. L'indemnité couvrant les frais, octroyée au chômeur dans le cadre de l'activité visée au § 1er, n'est pas considérée comme une rémunération au sens des articles 126 et 128. Pour autant que l'indemnité ne dépasse pas l'indemnité usuelle de couverture des frais en faveur des agents de l'Etat qui se déplacent sur le territoire du Royaume, elle est supposée être une indemnité réelle de couverture des frais.

§ 5. Le Comité de gestion définit, sous réserve de l'approbation du Ministre, le document tenant lieu de demande ainsi que le contenu et le modèle de celui-ci. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1991.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 3015

10 OCTOBRE 1991. — Arrêté ministériel déterminant la procédure à suivre par l'employeur pour l'obtention de la dispense à l'obligation de remplacement visée à l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi des allocations de chômage en cas de préension conventionnelle

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de préension conventionnelle, notamment l'article 4, § 2, alinéa 2;

indien deze werkloze minstens 50 jaar is en zich naar het buitenland begeeft met het doel zijn beroepservaring gratis en vrijwillig ten dienste te stellen van een vreemd land, op voorwaarde dat :

1^o de activiteit verricht wordt :

— ofwel in het kader van een door de Minister aanvaarde bilaterale overeenkomst;

— ofwel in het kader van een project inzake ontwikkelingssamenwerking, erkend door een niet-gouvernementele organisatie voor ontwikkelingssamenwerking;

2^o de werloze op voorhand een aanvraag tot vrijstelling indient bij het gewestelijk bureau met het document bedoeld in § 5.

De toekenning van de vrijstelling belet niet dat de in het eerste lid vermelde artikelen kunnen toegepast worden indien deze toepassing steunt op feiten die zich voordeden vóór de aanvangsdatum van de vrijstelling.

§ 2. De vrijstelling wordt toegekend voor de door de werkloze gevraagde duur, met een maximum van 12 maanden. Indien de werkloze verlenging van de vrijstelling wenst te bekomen dient hij, vóór het verstrijken van de toegekende vrijstellingperiode, een nieuwe aanvraag in te dienen bij het gewestelijk bureau met het document bedoeld in § 5.

§ 3. Tijdens de periode waarvoor de vrijstelling werd verleend mag de werkloze met behoud van zijn werkloosheidssuitkeringen in het buitenland verblijven, op voorwaarde dat hij :

1^o zijn woonplaats behoudt in België;

2^o de activiteit bedoeld in § 1 werkelijk verricht. De werkloze, alsook de instelling of organisatie die het document waarvan sprake in § 5 ondertekende, moet de inspecteur onmiddellijk verwittigen dat aangerekend schrijven indien de activiteit niet meer wordt verricht;

3^o geen andere activiteit verricht dan deze bedoeld in § 1 waarvoor hij recht zou kunnen hebben op enig loon of materieel voordeel.

Indien de werkloze een andere activiteit verrichte of een loon ontving, moet hij na het einde van elke maand waarvoor hij vrijstelling bekwam zijn uitbetalinginstelling schriftelijk meedelen voor welke dagen van die maand hij geen werkloosheidssuitkeringen aanvraagt.

§ 4. De onkostenvergoeding die aan de werkloze wordt toegekend in het kader van de in § 1 bedoelde activiteit wordt niet als loon beschouwd in de zin van de artikelen 126 en 128. Voor zover de vergoeding de gebruikelijke onkostenvergoeding voor de Rijksambtenaren die zich binnen de grenzen van het Rijk verplaatsen niet overschrijdt, word ze geacht een werkelijke onkostenvergoeding te zijn.

§ 5. Het beheerscomité bepaalt, onder goedkeuring van de Minister, het document dat als aanvraag geldt, alsook de inhoud en het model van dit document. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1991.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

N. 91 — 3015

10 OKTOBER 1991. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de door de werkgever te volgen procedure tot het bekomen van de vrijstelling van de vervangingsplicht zoals voorzien in het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidssuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidssuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, inzonderheid op artikel 4, § 2, tweede lid;